

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18852 - 73ÈME ANNÉE

## Un phénomène mondial, des répercussions dans l'île

# Impacts du changement climatique à La Réunion

**La pénurie de letchis et l'installation de la dengue à La Réunion sont des illustrations concrètes du dérèglement climatique.**

**A** lors que se déroule à Bonn, la COP23, conférence internationale sur le climat, deux informations retiennent l'attention. Tout d'abord, la saison des letchis n'est pas bonne cette année. Des agriculteurs font état d'une récolte désastreuses comme rarement ils en ont vu. Ce fruit sera rare cette année, et les personnes qui en vivent se préparent à affronter une catastrophe économique, et en appellent déjà à la solidarité. Ensuite, l'Agence régionale de santé annonce que le virus de la dengue a réussi à passer l'hiver. Ce qui suppose que les conditions étaient favorables pour que ses vecteurs, une espèce de moustiques, restent en nombre suffisant. Dans ces conditions, l'arrivée de l'été impose la plus grande vigilance afin que la dengue ne devienne pas une catastrophe sanitaire, économique et environnementale comme l'avait été le chikungunya. Cette année, l'hiver a été chaud et à l'échelle du monde, 2017 sera une des trois années les plus chaudes. Cela n'est pas sans conséquence, avec notamment la sécheresse. Cette situation risque de perdurer car d'après Météo France, la saison cyclonique sera moins active que d'habitude. L'institut a publié hier sa Prévision d'activité cyclonique dans le Sud-Ouest de l'océan Indien pour la saison 2017-2018, en voici un extrait :

**Contexte météo  
« globalement sec »**

« Nous estimons que, pour la saison cyclonique 2017-2018, il y a une probabilité de 50 % de connaître une activité inférieure à la normale, une probabilité de 40 % pour que l'activité cyclonique soit proche de la normale et une probabilité de seulement 10 % de connaître une saison finalement plus active que la normale. En termes de nombre total de systèmes (tempêtes et cyclones), on estime, avec une probabilité de 70 %, que celui-ci devrait être compris entre 7 et 10, dont la moitié (ratio climatologique) pourrait atteindre le stade de cyclone tropical (soit entre 3 et 5). On rappelle que la valeur climatologique du nombre de systèmes par saison est à 10 sur le Sud-Ouest de l'océan Indien. Dans un contexte météorologique attendu globalement sec et peu favorable à l'activité cyclonique sur la moitié Est du bassin mais plus propice à l'activité perturbée sur la moitié Ouest (celle qui contient les terres habitées), on peut s'attendre à une activité cyclonique qui devrait être préférentiellement localisée sur la moitié Ouest du bassin au détriment de la moitié Est ».

Météo France n'oublie pas de rappeler que « ces prévisions ne prédisent rien de l'impact éventuel d'un cyclone sur un territoire particulier de la zone. Parce qu'il suffit d'un seul système pour connaître un impact pouvant être catastrophique, même une saison peu active peut être source de dégâts majeurs. Il convient donc de mettre en œuvre dès à présent et comme chaque année, les précautions d'usage de début de saison cyclonique ».

### Réalité concrète

D'un côté, la sécheresse est en train de s'installer depuis plusieurs années. C'est notamment en raison d'un manque de pluie liée à une diminution du passage des cyclones près des côtes de La Réunion. Mais d'un autre côté, ces dernières années ont vu le passage sur des terres de cyclones d'une intensité si grande qu'un nouveau classement de ces phénomènes est discuté. L'exemple le plus récent est Irma qui a gravement endommagé une grande partie des bâtiments de Saint-Martin, dont celui de l'aéroport international, la préfecture et l'hôpital.

Le changement climatique n'est pas un phénomène lointain. Ses conséquences concrètes se font sentir dès maintenant dans la population. Et dans une société aussi inégalitaire que La Réunion, ce sont les plus pauvres qui subissent le plus grand choc. Leurs maisons sont plus fragiles, et en cas de cyclones ils peuvent tout perdre car leur bien n'est souvent pas assuré. Lutter contre les inégalités est une des raisons d'être du communisme. Les effets du changement climatique, conséquence de l'exploitation capitaliste, soulignent la justesse du combat pour une nouvelle civilisation.

**M.M.**

## Le virus circule toujours à La Réunion

# La dengue a réussi à passer l'hiver

La semaine dernière, 2 nouveaux cas de dengue autochtone ont été signalés, portant à 78 le nombre de cas identifiés depuis le début de l'année. Afin de limiter la propagation du virus, les services de l'Agence de Santé Océan Indien (ARS OI) et de la Cire Océan Indien (Santé publique France) maintiennent des mesures renforcées de surveillance et de lutte anti-vectorielle. Voici le point sur la situation par l'ARS.

**L**a dengue est une maladie transmise par les piqûres de moustique (à La Réunion, par le moustique tigre, *Aedes albopictus*).

Dans sa forme classique, la dengue se caractérise par une fièvre d'apparition brutale accompagnée d'un ou plusieurs des symptômes suivants : frissons, maux de tête, douleurs articulaires et/ou musculaires, nausées et vomissements.

L'ARS OI rappelle à la population l'importance de s'engager pour lutter contre les moustiques (élimination des gîtes larvaires, protection contre les piqûres). L'opération Kass' Moustik en cours est l'occasion d'une forte mobilisation collective pour freiner la circulation du virus de la dengue et éviter une reprise épidémique cet été.

### 2 nouveaux cas à Saint-Paul

En cette fin d'hiver austral, aucun nouveau cas de dengue n'avait été identifié pendant 4 semaines consécutives, laissant penser à la fin de cet épisode de circulation du virus qui perdurait depuis le début de l'année 2017. Mais la semaine dernière, 2 nouveaux cas de dengue ont été signalés, confirmant finalement le maintien de la présence du virus sur le territoire. Ces 2 nouveaux cas ont été identifiés sur la commune de Saint-Paul, l'un quartier La Plaine et l'autre en centre-ville. Au total, 78 cas autochtones ont été identifiés depuis le début de l'année.

La circulation du virus de la dengue a finalement perduré pendant tout l'hiver austral 2017. Il s'agit d'une situation inédite, les épisodes précédents de dengue de ces dernières années s'étant tous arrêtés en hiver. La persistance de la présence du virus de la dengue au début de cet été fait à présent craindre un risque de reprise épidémique avec des condi-

tions climatiques bien plus favorables au développement des moustiques.

### Mesures de lutte

En 2017, les équipes de Lutte Anti-Vectorielle de l'ARS OI sont intervenues dans plus de 245 zones pour limiter la transmission du virus de la dengue. Ces périmètres incluent l'ensemble des interventions réalisées autour du domicile des malades infectés par ce virus (importés et autochtones), ainsi que des lieux de fréquentations des personnes susceptibles de favoriser la diffusion du virus.

Ces actions se sont concrétisées par la réalisation de près de 15 750 visites à domicile. Au cours des dernières visites, environ 13 % des habitations disposaient d'au moins un gîte larvaire (4684 gîtes éliminés ou traités sur l'instant) et près de 11 750 traitements de cours et jardins ont été réalisés pour éliminer les moustiques adultes.

### Gestes simples à adopter

La période actuelle est toujours propice au développement des moustiques, et notamment du moustique tigre, vecteur de la dengue. Ce dernier pond dans de petites collections d'eau stagnante, souvent créées par l'Homme autour de son habitation.

La lutte contre les moustiques repose avant tout sur des gestes simples à mettre en œuvre au quotidien :

Éliminer les eaux stagnantes dans son environnement (vider les soucoupes, vérifier l'écoulement des gouttières, respecter les jours de collecte des déchets, vider les petits récipients,...).

Éliminer les déchets pouvant générer des gîtes larvaires

Se protéger des piqûres (port de vêtements longs, utilisation de répulsifs et de moustiquaires), y compris quand on est malade pour ne pas contaminer son entourage.

## Près d'une femme sur quatre touchée par le diabète à Maurice

À Maurice, près de 400.000 personnes sont obèses ou en surpoids, une situation qui favorise le diabète.

Le diabète touche légèrement plus les femmes que les hommes à Maurice, selon la dernière étude sur les maladies non-transmissibles, qui a révélé qu'en 2015, 23,5 % de femmes âgées entre 25 et 74 ans souffraient du diabète contre 19,6 % chez les hommes, a noté mardi le ministère de la Santé, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du diabète.

D'après cette étude, le diabète serait responsable du décès de 1.096 femmes sur un total de 2.285 décès en 2015.

« A Maurice, la situation est alarmante. La prévalence du prédiabète à Maurice est aussi une source d'inquiétude. De plus, la prévalence de l'obésité, qui contribue au développement du diabète, était de 19,1 % en 2015. Il est estimé qu'environ 398.417 Mauriciens sont obèses ou en surpoids », indique le ministère de la Santé dans un communiqué.

Responsable de l'Unité des maladies non-transmissibles, le Dr. Drushilla Mungur souligne

que les femmes qui développent le diabète de type 2 ont dix fois plus de chances d'avoir une maladie coronarienne.

## Edito

# Pour une politique de l'emploi proposée et appliquée par les Réunionnais

**D**emain, l'Intersyndicale organise une nouvelle journée de mobilisation contre la politique du gouvernement. Rendez-vous est donné à 9 heures devant le Petit Marché à Saint-Denis. Cette manifestation rappelle l'importance d'agir contre la remise en cause des droits des travailleurs.

Comme le gouvernement précédent, l'actuel prétend qu'en facilitant les licenciements, il est possible de créer plus d'emplois car les patrons n'auront plus peur d'embaucher. À La Réunion, cette théorie est démentie par les chiffres du chômage. Ils ne cessent d'augmenter et avec la fin des emplois d'avenir, les jeunes sont particulièrement concernés.

Au final, il est clair que cette politique n'amène aucun progrès bien au contraire. Et quand le site gouvernemental « Services publics » met en ligne un simulateur permettant de connaître à l'avance le montant des dommages et intérêts qu'un employeur devra payer pour un licenciement abusif, cela montre le parti-pris du pouvoir contre les intérêts des travailleurs.

Ce que les ordonnances prévoient, c'est la disparition des conventions collectives ainsi que l'affaiblissement des syndicats. Dans un pays comme La Réunion, où le taux de chômage a depuis longtemps dépassé le seuil de l'intolérable, les conséquences ne peuvent qu'être désastreuses.

C'est bien une autre politique qui est nécessaire. Et si Paris persiste dans son orientation alors il appartient aux Réunionnais de décider de mesures allant dans le sens des intérêts de la population. Dans la politique de l'emploi comme dans de nombreux autres domaines, il faut faire confiance aux Réunionnais pour proposer des mesures et les appliquer.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## « Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité »

# Manifeste de 15.000 scientifiques pour une nouvelle civilisation

Hier, la revue Bioscience a publié un manifeste signé par 15 364 scientifiques de 184 pays. Tous s'inquiètent des conséquences des modes de production et de consommation sur l'environnement et les êtres humains. Ils appellent à faire cesser l'exploitation de la nature et des hommes, à mettre fin au gaspillage et à des mesures immédiates traçant le cap vers une nouvelle civilisation. Voici le texte de cette déclaration, avec des intertitres de Témoignages.

« Il y a vingt-cinq ans, en 1992, l'Union of Concerned Scientists et plus de 1 700 scientifiques Indépendants, dont la majorité des lauréats de prix Nobel de sciences alors en vie, signaient le « World Scientists' Warning to Humanity ». Ces scientifiques exhortaient l'humanité à freiner la destruction de l'environnement et avertissaient : « Si nous voulons éviter de grandes misères humaines, il est indispensable d'opérer un changement profond dans notre gestion de la Terre et de la vie qu'elle recèle. » Dans leur manifeste, les signataires montraient que les êtres humains se trouvaient sur une trajectoire de collision avec le monde naturel. Ils faisaient part de leur inquiétude sur les dégâts actuels, imminents ou potentiels, causés à la planète Terre, parmi lesquels la diminution de la couche d'ozone, la raréfaction de l'eau douce, le dépérissement de la vie marine, les zones mortes des océans, la déforestation, la destruction de la biodiversité, le changement climatique et la croissance continue de la population humaine. Ils affirmaient qu'il fallait procéder d'urgence à des changements fondamentaux afin d'éviter les conséquences qu'aurait fatalement la poursuite de notre comportement actuel.

### Premier appel en 1992

Les auteurs de la déclaration de 1992 craignaient que l'humanité ne pousse les écosystèmes au-delà de leurs capacités à entretenir le tissu de la vie. Ils soulignaient que nous nous rapprochions rapidement des limites de ce que la biosphère est capable de tolérer sans dommages graves et irréversibles. Les scienti-

ifiques signataires plaidaient pour une stabilisation de la population humaine, et expliquaient que le vaste nombre d'êtres humains – grossi de 2 milliards de personnes supplémentaires depuis 1992, soit une augmentation de 35 % – exerce sur la Terre des pressions susceptibles de réduire à néant les efforts déployés par ailleurs pour lui assurer un avenir durable. Ils plaidaient pour une diminution de nos émissions de gaz à effet de serre (GES), pour l'abandon progressif des combustibles fossiles, pour la réduction de la déforestation et pour l'inversion de la tendance à l'effondrement de la biodiversité.

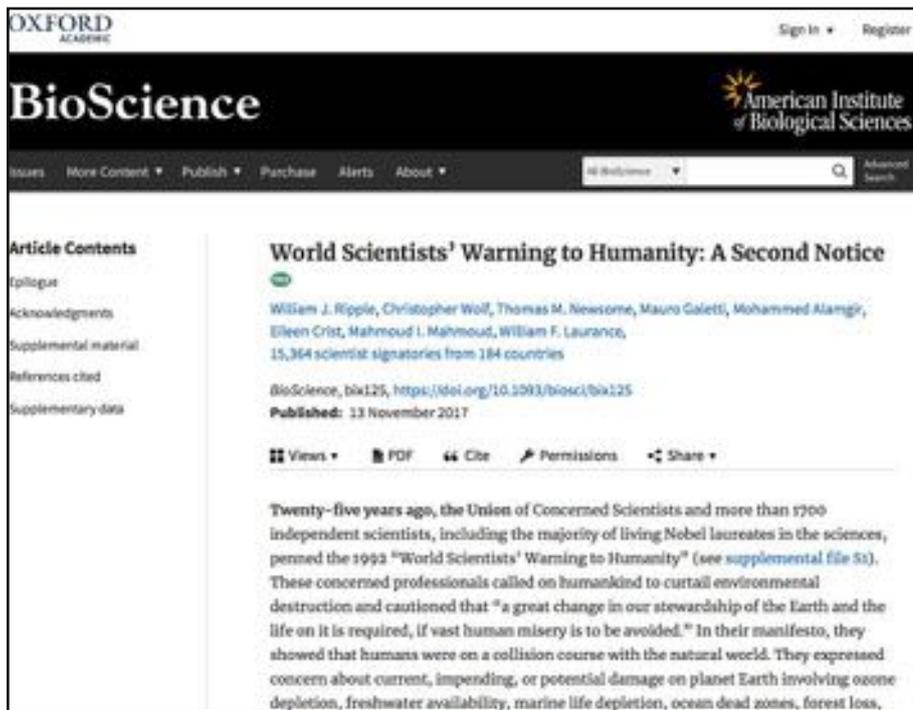
En ce vingt-cinquième anniversaire de leur appel, il est temps de se remémorer leur mise en garde et d'évaluer les réponses que l'humanité lui a apportées en examinant les données de séries chronologiques disponibles. Depuis 1992, hormis la stabilisation de l'amenuisement de la couche d'ozone stratosphérique, non seulement l'humanité a échoué à accomplir des progrès suffisants pour résoudre ces défis environnementaux annoncés, mais il est très inquiétant de constater que la plupart d'entre eux se sont considérablement aggravés. Particulièrement troublante est la trajectoire actuelle d'un changement climatique potentiellement catastrophique, dû à l'augmentation du volume de GES dégagés par le brûlage de combustibles fossiles, la déforestation et la production agricole – notamment les émissions dégagées par l'élevage des ruminants de boucherie. Nous avons en outre déclenché un phénomène d'extinction de masse, le sixième en 540 millions d'années environ, au terme duquel de nombreuses formes de vie pourraient disparaître totalement, ou en tout cas se trouver au

bord de l'extinction d'ici à la fin du siècle.

### Consommation intense et inégale

L'humanité se voit aujourd'hui adresser une seconde mise en garde motivée par ces inquiétantes tendances. Nous mettons en péril notre avenir en refusant de modérer notre consommation matérielle intense mais géographiquement et démographiquement inégale, et de prendre conscience que la croissance démographique rapide et continue est l'un des principaux facteurs des menaces environnementales et même sociétales. En échouant à limiter adéquatement la croissance de la population, à réévaluer le rôle d'une économie fondée sur la croissance, à réduire les émissions de GES, à encourager le recours aux énergies renouvelables, à protéger les habitats naturels, à restaurer les écosystèmes, à enrayer la pollution, à stopper la « défaunation » et à limiter la propagation des espèces exotiques envahissantes, l'humanité omet de prendre les mesures urgentes indispensables pour préserver notre biosphère en danger.

Les responsables politiques étant sensibles aux pressions, les scientifiques, les personnalités médiatiques et les citoyens ordinaires doivent exiger de leurs gouvernements qu'ils prennent des mesures immédiates car il s'agit là d'un impératif moral vis-à-vis des générations actuelles et futures des êtres humains et des autres formes de vie. Grâce à un raz-de-marée d'initiatives organisées à la base, il est possible de vaincre n'importe quelle opposition, aussi acharnée



braconnage, l'exploitation et le trafic des espèces menacées ;

6. réduire le gaspillage alimentaire par l'éducation et l'amélioration des infrastructures ;

7. promouvoir une réorientation du régime alimentaire vers une nourriture d'origine essentiellement végétale ;

8. réduire encore le taux de fécondité en faisant en sorte qu'hommes et femmes aient accès à l'éducation et à des services de planning familial, particulièrement dans les régions où ces services manquent encore ;

9. multiplier les sorties en extérieur pour les enfants afin de développer leur sensibilité à la nature, et d'une manière générale améliorer l'appréciation de la nature dans toute la société ;

10. désinvestir dans certains secteurs et cesser certains achats afin d'encourager un changement environnemental positif ;

11. concevoir et promouvoir de nouvelles technologies vertes et se tourner massivement vers les sources d'énergie vertes tout en réduisant progressivement les aides aux productions d'énergie utilisant des combustibles fossiles ;

12. revoir notre économie afin de réduire les inégalités de richesse et faire en sorte que les prix, les taxes et les dispositifs incitatifs prennent en compte le coût réel de nos schémas de consommation pour notre environnement ;

13. déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable et scientifiquement défendable tout en s'assurant le soutien des pays et des responsables mondiaux pour atteindre cet objectif vital.

L'appel est paru dans *Bioscience*, journal de l'American Institute of Biological Sciences.

soit-elle, et d'obliger les dirigeants politiques à agir. Il est également temps de réexaminer nos comportements individuels, y compris en limitant notre propre reproduction (l'idéal étant de s'en tenir au maximum au niveau de renouvellement de la population) et en diminuant drastiquement notre consommation par tête de combustibles fossiles, de viande et d'autres ressources.

### « Nous sommes capables »

La baisse rapide des substances destructrices de la couche d'ozone dans le monde montre que nous sommes capables d'opérer des changements positifs quand nous agissons avec détermination. Nous avons également accompli des progrès dans la lutte contre la famine et l'extrême pauvreté. Parmi d'autres avancées notables, il faut relever, grâce aux investissements consentis pour l'éducation des femmes et des jeunes filles, la baisse rapide du taux de fécondité dans de nombreuses zones, le déclin prometteur du rythme de la déforestation dans certaines régions, et la croissance rapide du secteur des énergies renouvelables. Nous avons beaucoup appris depuis 1992, mais les avancées sur le plan des modifications qu'il faudrait réaliser de manière urgente en matière de politiques environnementales, de comportement humain et d'inégalités mondiales sont encore loin d'être suffisantes.

### 13 mesures

Les transitions vers la durabilité peuvent s'effectuer sous différentes formes, mais toutes exigent une pression de la société civile, des campagnes d'explications fondées sur des preuves, un leadership politique et une solide compréhension des instruments politiques, des marchés et d'autres facteurs. Voici – sans ordre d'urgence ni d'importance – quelques exemples de mesures efficaces et diversifiées que l'humanité pourrait prendre pour opérer sa transition vers la durabilité :

1. privilégier la mise en place de réserves connectées entre elles, correctement financées et correctement gérées, destinées à protéger une proportion significative des divers habitats terrestres, aériens et aquatiques – eau de mer et eau douce ;
2. préserver les services rendus par la nature au travers des écosystèmes en stoppant la conversion des forêts, prairies et autres habitats originels ;
3. restaurer sur une grande échelle les communautés de plantes endémiques, et notamment les paysages de forêt ;
4. ré-ensauvager des régions abritant des espèces endémiques, en particulier des superprédateurs, afin de rétablir les dynamiques et processus écologiques ;
5. développer et adopter des instruments politiques adéquats pour lutter contre la défaunation, le

### Bientôt trop tard

Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. Bien que cette recommandation ait été déjà clairement formulée il y a vingt-cinq ans par les plus grands scientifiques du monde, nous n'avons, dans la plupart des domaines, pas entendu leur mise en garde. Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec, car le temps presse. Nous devons prendre conscience, aussi bien dans nos vies quotidiennes que dans nos institutions gouvernementales, que la Terre, avec toute la vie qu'elle recèle, est notre seul foyer.

## **Conférence de Bonn sur le climat : nouvelles de la COP23**

### **Le rôle des femmes dans l'action climatique**

**A la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 23) à Bonn, en Allemagne, entrant dans sa dernière semaine de négociations, la présidence des Fidji a annoncé le Plan d'Action entre les sexes, soulignant le rôle des femmes dans l'action pour le climat.**

Lors d'une conférence de presse, le Président de la COP 23 et le Premier ministre des Fidji, Frank Bainimarama, ont annoncé que les Etats-parties avaient finalisé le plan. « Cela reconnaît le rôle des femmes dans l'action climatique », a-t-il déclaré dimanche. « Il s'agit de l'intégration du genre dans tous les travaux autour de la politique climatique – tant nationale qu'internationale », a ajouté Nazhat Shameen Khan, négociateur en chef pour la présidence COP 23 de la Conférence des parties.

Des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres et le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, vont participer au débat de haut niveau de la COP 23, les 15 et 16 novembre.

### **L'industrie et l'Accord de Paris**

**Dimanche à la conférence de Bonn sur le climat, le secteur de l'industrie a, aussi, déclaré qu'il se prépare à livrer une grande partie des réductions des émissions nécessaires pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris.**

« L'industrie prend des mesures sur les changements climatiques comme aucune autre période de l'histoire », a déclaré Peter Bakker, président et directeur général du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD, une organisation dirigée par les dirigeants mondiaux des affaires de plus de 200 entreprises travaillant sur le développement durable). « La transition vers l'économie sobre en carbone est inévitable, et les entreprises continueront de mettre en œuvre les solutions nécessaires à l'accomplissement de l'Accord de Paris », a-t-il ajouté. Mais ce secteur demande aussi des stratégies de partenariats nationaux et internationaux plus étroits en matière de politique et de mise en œuvre ensemble avec les gouvernements aideront les entreprises à prendre de nouvelles mesures plus rapidement.

Depuis 2015, plus de 600 entreprises ayant un chiffre d'affaires combiné de plus de 15.000 milliards de dollars ont pris plus de mille engagements en faveur de l'action climatique par le biais de « We Mean Business », une coalition mondiale à but non lucratif. Bon nombre d'entre elles se tournant vers les énergies renouvelables à 100 %, mettent en œuvre des cibles scientifiques et collaborent avec d'autres secteurs dans le cadre de l'Initiative des partenariats pour les technologies à faible intensité carbonique (LCTPi).

### **Signature de l'Engagement Bonn-Fidji**

**Dimanche, des dirigeants locaux et régionaux du monde entier ont signé l'Engagement Bonn-Fidji, dans lequel ils s'engagent à agir pour mettre en œuvre l'Accord de Paris.**

Les villes sont autant responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles utilisés pour l'énergie et les transports et avec plus de moitié de la population mondiale vivant en milieu urbain et ce chiffre devrait approcher les deux-tiers d'ici à 2050, le Bonn-Fidji Engagement pousse les efforts visant à promouvoir un développement urbain durable.

L'engagement comprend 19 initiatives, y compris la Convention européenne des maires et Compact des maires unissant leurs forces pour créer la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie – la plus grande coalition de plus de 7 400 villes de six continents et 121 pays pour réduire les émissions et faire des économies et des sociétés résilientes au changement climatique.

### **Des entreprises s'engagent pour les forêts**

**Dimanche à la COP23 à Bonn, des pays et des entreprises ont annoncé de nouvelles initiatives pour réduire les émissions liées à l'utilisation des forêts et mettre en place des programmes de gestion durable des forêts.**

Les efforts comprennent une initiative équatorienne de réduire de 15 millions de tonnes d'émissions de CO2 dans le secteur forestier ; un engagement au marchandises exemptes de déforestation par Walmart ; une Nouvelle politique de Mars Inc. pour réduire leur empreinte carbone de 27 % d'ici 2025 et 67 % d'ici 2050 grâce à la prise en charge de la déforestation tout au long de la chaîne de valeur de leur entreprise ; et les efforts du National Park Service du Gabon pour combattre l'exploitation forestière illégale. « Les forêts ont cette incroyable capacité à stocker le carbone et nous avons misé sur cela », a déclaré Inger Andersen, directeur général de l'Union internationale de Conservation de la Nature (UICN), lors d'une conférence de presse, de Paris, ainsi que des objectifs du développement durable.

### **Initiative climat et santé dans les îles**

Dimanche à la Conférence de Bonn sur le Climat, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en collaboration avec le Secrétariat de l'ONU pour le changement climatique, en partenariat avec la présidence fidjienne a lancé une initiative visant à protéger les personnes vivant dans les petits Etats insulaires en développement des impacts sur la santé du changement climatique.

La vision est que d'ici 2030, tous les petits Etats insulaires en développement auront des systèmes de santé résilients aux changements climatiques.

## Happy Hour de l'Entrepreneuriat

# Dirigeants de l'ESS et étudiants échangent sur les « modes d'entreprendre »

Le 7 novembre, la CRESS et le P2ER (Pôle de l'Entrepreneuriat Étudiant de La Réunion) ont organisé, dans le cadre du Mois de l'Économie sociale et solidaire, un Happy Hour de l'Entrepreneuriat.

Le 7 novembre, 9 dirigeants de structures de l'Économie Sociale et Solidaire sont venus rencontrer près de 150 étudiants pour échanger avec eux sur les différents modes d'entreprendre dans le champ. Une matinée enrichissante, pour tout le monde.

« Nous devons montrer ce qu'il est possible de faire dans le champ de l'ESS, que ce soit au niveau social et environnemental. C'est important de rencontrer des jeunes qui vont se lancer dans une vie d'entrepreneur et leur dire qu'on peut le faire tout en valorisant l'humain ». C'est, en substance, le discours qu'a tenu Peggy Laurent, directrice de la SCOP (Société Coopérative et Participative) Les Girafons, et les huit autres dirigeants d'entreprises de l'ESS venus rencontrer 150 étudiants sur le campus de l'Université de La Réunion, au Moufia.

Valérie Félicité, directrice de la Régie Territoriale Sud, poursuit en ce sens : « Il faut dire que ça existe, que le monde collaboratif ce n'est pas simplement l'association sportive du quartier mais que tout le monde est concerné. Il y a beaucoup d'emplois dans l'ESS mais ce qui nous rapproche tous, ce sont les valeurs communes ».

Après une présentation du champ de l'Économie Sociale et Solidaire par Claudine Donz, administratrice de la CRESS et représentant la MAIF, étudiants et dirigeants se sont re-

groupés pour travailler sous forme d'ateliers. Les groupes devaient chacun échanger sur trois questions en rapport avec les différentes manières d'entreprendre dans l'ESS. S'en est suivie une restitution faite par les étudiants.

### Projet de vie

Des étudiants issus de cursus en rapport direct avec l'entrepreneuriat que sont : la Licence 3 ES, qui comporte cette année une spécialisation sur l'ESS, et le Diplôme Universitaire Étudiant Entrepreneur, qui intègre les parcours Créacteur et Innov'acteur. "Ce sont des cursus pour les sensibiliser à entreprendre un projet et plus généralement entreprendre leur vie », explique la directrice du P2ER, Isabelle Ramdiale Soubaya.

Étudiant en L3 ES, Mike découvre cette année l'ESS : "C'est intéressant de ne pas voir d'un côté l'aspect économique et de l'autre l'aspect social mais de lier les deux ». Nazimi, qui suit le parcours Créacteur et envisage d'entreprendre, est quant à elle intéressée "par la gestion et la manière de prendre des décisions dans les différents types de structures ». Enfin, Samuel suit lui le parcours Innov'acteur et "porte un projet dans la finance. C'est donc bien de voir si celui-ci

est compatible avec une forme ou une autre d'entreprise de l'ESS ». En une matinée, ce sont donc 150 étudiants, dont beaucoup devraient entreprendre, qui ont été sensibilisés aux valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire. Ils savent, désormais, que dans la communauté ESS nous « Partageons nos rich'ESS ».

### Ils ont participé

ABDESS (association)  
Muriel Maillot  
CEMEA (association)  
Evelyne Martinet  
EcoPAL (PTCE)  
Franck Da Silva  
Energies Alternatives (Coopérative d'Activité et d'Emploi)  
Gilles Bourgin  
Les Girafons (SCOP)  
Peggy Laurent  
MAIF (mutuelle)  
Claudine Donz  
Perma'kiltir (SCIC)  
Remy Mallet  
Régie Territoriale Sud (association)  
Valérie Félicité  
Vivéa (Coopérative agricole)  
Jean-Pierre Avril

**Source : CRESS  
de La Réunion**

## In kozman pou la rout

### « Laféksyon lé konm in pyé d'ri, li pous l'androi ou la transplant ali »

Moin la lir in lézann dsi bann martin péshèr : i paré banna, mal épi fémèl, i viv par dè. Si inn i mor, l'ot i lès ali mor galman. Mi pans pa d'moun i fé sa, an touléka, la majorité d'moun. Nana mèm in provèrb i di konmsa : inn ou la pèrd, dis ou i artrouv... I paré sé nout l'instin la konsèrvasyon i amen anou a viv konmsa, mèm si nou lé pa dévèrgondé san pour san. Ankor mi pans nana demoun konmsa, mé la pa tout kant mèm. Tout fason, in l'aféksyon i pé pran lo fon pou tout sort rézon néna dan la vi, é l'aféksyon i pé ronète avèk in n'ot demoun. Mé antansyon, i rès touzour kékpar dann fon out l'am épi out kèr in blésir, é si lo blésir i sèye sikatrizé la pa toultan ké li gingn. Alé ! Mi lèss azot réfléshi la dsi é i artrouv pli d'van sipétadyé.

\*Kozman-la i sort dann liv la sazès malgash la parète l'ané 1967.

# Oté

## Paul, ou i mank anou, mé ou la lèss pou nou in sakré kapital kant mèm !

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi antann azot dir sé par Paul Vergès si la fé tèl shoz, sé par paul Vergès si la pran tèl désizyon, sé par li tèl progré l'ariv isi, sé par lo PCR nou la nyabou trap in n'ot afèr ankor... Zot i pans pa sa lé in pé égzazéré ? Zot i pans pa i dépass lo rézonab done in moun tousa kalité, tousa responsabilité, tousa z'idé. Moin pèrsonèl m'a dir azot moin lé pa paré pou rokonète plis lo mérite ké li nana é an tou lé ka, moin nana dann mon kèr in gran om é mon pli préféré sé Michel Debré. Mi pans ala in om la mète vréman La Rényon anlèr é sé sète onmla. Tanka Paul Vergès ador ali si zot i vé, mète ali anlèr tout lo tan zot i vé mi pé dir zot pou moin li sé in anfan a koté Michel Debré. Tok ! Pran sa pou toué !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, moin lé pa étonné d'antann aou dir kékshoz konmsa, mé figir aou Paul Vergès la zamé domann in l'admirasyon san born bann rényoné, li la touzour domann lo droi pou fé son bilan, onètman, avèk son fors é son féblès. An touléka pou la bataye l'otonomi li téi koz konmsa ! Mi an souvien bien sak li téi di dann son bann diskour.*

*Astèr la diférans rant Paul Vergès é in gran om de droite, n'inport ékèl sé ké l'intéré La Rényon, l'intéré ban rényoné, la touzour okip son pansé pandan dé z'ané é dé z'ané. Kan li té isi shé nou biensir, mé galman kan li té an voiyaz, kan li té an konférans pou diskite dsi bann gran problèm. Mi sort lir dann témoignaz nout défin kamarad la soulèv plizyèr késtyon, plizyèr problèm, inportan pou l'avni : lo problèm démografik lontan avan k'téi anons dis milyar d'moun dsi la tèr, lo problèm la sékirité alimantèr, la késtyonn klima, épi la lite rant l'om épi la téknoloji. In portan pou lo mond, riské pou l'imanité !*

*An pliské sa, nout kamarad l'avé in vizyon dsi l'ésansyèl dann la vi bann pèp é l'ésansyèl lété pa touzour l'androi nou té i kroi : la libèrté ! Sé pa li téi vé fé lo parti réyoné la libèrté ? L'égalité é nout tout nana dann nout mémoir lo bann konba parti kominis pou l'égalité ! Nout rasine plonzé dann in bonpé nasyon : sansa pou kosa li noré mète maloya anlèr, sansa pou kosa li noré pans toultan tout rolizyon sa obliy bann rolizyon minoritèr ! Sansa pou kosa selon li nout lang kréol sé konm in z'outiy, nou jéni si zot i vé !*

*Mi arète la, pars moin lé sir dann nout domin bann zétidyan épi bann z'intéléktyèl, va ékri in sapèr kantité milyé d'paj dsi sète om la, é konm i di : « dopi in il ziska lo mond » é vis vèrsa, va éklate konm in vérité firamézir valé.*

*Paul ou i mank anou, mé ou la lèss anou in sakré kapital kant mèm.*

*Justin*